

Avis de marché

Département(s) de publication : **59**

Annonce No **20-79700**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : ETS PUBLIC FONCIER NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme Loranne Bailly, Directrice générale, 594 avenue Willy Brandt B.P. 20003 59777 Euralilletél. : 03-28-07-25-00courriel : marches-publics@epf-npdc.fr adresse internet : <http://www.epf-npdc.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Objet du marché : Steenvoorde - opération " Ancienne maison de retraite " - mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de désamiantage, déconstruction partielle et scindement.

Caractéristiques principales :

l'opération concerne des travaux désamiantage, démolition partielle et scindement sur la commune de Steenvoorde (59114). Il s'agit de la démolition partielle d'une ancienne maison de retraite située en plein cœur du centre-ville de Steenvoorde dans un secteur résidentiel à proximité immédiate avec l'ey Becque

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 36 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : conformément aux éléments mentionnés dans les documents de la consultation.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : fonds propres.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : solidaire ou groupement conjoint avec Mandataire solidaire.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : opqibi 1208 ou équivalent : Qualification en maîtrise d'œuvre de démolition (OPQIBI 1208) et/ou références - éléments de preuve attestant de la capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de démolition; Diagnostic déchets : Tout élément de preuve (attestations de formation, d'assurance) justifiant de la capacité du candidat à réaliser le diagnostic déchets avant démolition conformément au décret n°2011-610 du 31 mai 2011 et à l'arrêté du 19 décembre 2011 ; Qualification OPQIBI 1209 : Qualification OPQIBI 1209 (étude en restauration d'ouvrages) ou éléments de preuve attestant de la capacité des personnes désignées à réaliser des études de stabilité de structures en vue du maintien total ou partiel d'un ouvrage ; Composition de l'équipe : Le candidat devra être accompagné par un bureau d'études compétent en matière d'économie circulaire;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations

fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 24 juillet 2020, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MOE5263RDU.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :
gratuit.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22 juin 2020.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme la Directrice générale, 594 avenue Willy Brandt
B.P. 20003, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme la Directrice générale, 594 avenue Willy Brandt
B.P. 20003, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées : EPF NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme la Directrice général, 594 avenue Willy Brandt
B.P. 20003, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Mots descripteurs : Maîtrise d'œuvre.
